

Le Monde

« La visite d'Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen à Pékin doit être l'occasion de faire passer un message de fermeté à l'endroit des autorités chinoises »

Tribune

Alors que le président français entame, le 5 avril, une visite en Chine, des sénateurs rappellent, dans une tribune au « Monde », que face à l'ingérence chinoise à Hongkong et ses appétits sur Taïwan, l'heure n'est ni à la faiblesse ni au silence.

Publié aujourd'hui à 13h30 Temps de Lecture 2 min.

Les intentions répétées par le président chinois Xi Jinping de prendre le contrôle de Taïwan pour en faire une partie intégrée du territoire de la République populaire de Chine sont de plus en plus préoccupantes. Les intimidations de toutes sortes, notamment la multiplication des violations de l'espace terrestre et de l'espace maritime ne cessent de se multiplier. Pékin qualifie même de double provocation une possible rencontre entre Tsai Ing-wen, la présidente démocratiquement élue de Taïwan, avec Kevin McCarthy, le président républicain de la Chambre des représentants des Etats-Unis.

Même si la Chine a longtemps pensé que le temps qui passe est toujours son meilleur allié, il paraît aujourd'hui évident que la Chine de Xi a, dans tous les domaines, décidé d'accélérer l'histoire. La situation que connaît Hongkong depuis trois ans illustre bien cette volonté d'extension de l'empire du Milieu au mépris des traités antérieurement ratifiés. Les accords sino-britanniques de 1984 sur la rétrocession prévoyaient l'instauration d'un statut protégeant les règles institutionnelles spécifiques qui régissaient Hongkong au moins jusqu'en 2047.

Mais depuis les manifestations prodémocratie de 2019 dénonçant les ingérences répétées de la République populaire de Chine (RPC), la situation à Hongkong s'est considérablement détériorée. L'actuel gouvernement fantoche hongkongais, totalement inféodé à Pékin, a imposé de nouvelles restrictions aux libertés grâce à la loi sur la sécurité nationale, entrée en vigueur en juin 2020. Aujourd'hui, on relève ainsi des milliers d'arrestations, de nombreux procès en cours, des institutions fermées ; des centaines de milliers de personnes ont déjà dû quitter Hongkong pour échapper à la répression.

En juillet 2022, le Comité des droits de l'homme des Nations unies a conclu que cette loi sur la sécurité nationale allait à l'encontre des droits civiques et politiques, et a recommandé son abrogation immédiate. En mars 2023, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies a également conclu que la loi sur la sécurité nationale violait les droits des journalistes et des universitaires.

Solidarité sans faille

Nous devons donc continuer à surveiller la situation à Hongkong et attirer l'attention sur l'issue du procès des « 47 démocrates » [*procès collectif de militants prodémocratie, jugés pour avoir enfreint la loi sur la sécurité nationale, commencé début février, et qui doit durer quatre-vingt-dix jours*], sur le sort des journalistes de *Stand News* et sur le nombre croissant de prisonniers politiques.

Ce qui se passe actuellement à Hongkong pourrait se reproduire demain à Taïwan si la communauté internationale ne réagit pas préventivement. Il est donc crucial et impératif de dénoncer les violations des droits de l'homme à Hongkong et de les condamner, non seulement pour en soutenir les victimes, mais aussi pour faire savoir à Pékin que son comportement inacceptable à Hongkong ne sera pas plus accepté à Taïwan.

Xi Jinping pourrait conclure que si les Européens ignorent les attaques à l'encontre de Hongkong, il pourrait attaquer Taïwan sans crainte de sanctions.

L'heure n'est donc ni à la faiblesse ni au silence.

La visite conjointe d'Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen à Pékin doit être l'occasion de faire passer un message de clarté et de fermeté à l'endroit des autorités chinoises. Et puisque les échanges économiques et le commerce international sont essentiels à la survie du régime chinois, c'est sur ce registre que les Occidentaux doivent inscrire leur mise en garde face à Pékin pour affirmer leur solidarité sans faille avec Taïwan.

Signataires : **Olivier Cadic**, sénateur (Union centriste) des Français établis hors de France ; **André Gattolin**, sénateur (Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants) des Hauts-de-Seine ; **Constance Le Grip**, députée (Renaissance) des Hauts-de-Seine ; **André Vallini**, ancien ministre, sénateur (Parti socialiste) de l'Isère ; ainsi que les **membres de l'IPAC** (Inter-Parliamentary Alliance on China).